

Mexique : des mobilisations rurales à la recherche d'une alternative nationale

Guillermo Almeyra¹

Dans un Mexique saigné par la « guerre contre le narcotrafic » et miné par le libre-échange nord-américain, les mégaprojets d'extraction des ressources naturelles et le détricotage des acquis sociaux, les mobilisations et les luttes rurales se multiplient à travers tout le territoire, articulant formes traditionnelles de résistance, expériences locales d'« autonomie de fait » et quête d'une alternative politique de portée nationale.

Lorsqu'on parle du Mexique, on est obligé de prendre en considération le poids des revenus de la drogue dans l'économie, qui correspondent, selon les estimations, à l'équivalent, voire au double, de l'argent envoyé à leurs familles par les émigrés, puisque, en 2010, ces revenus se situaient entre 25 et 40 milliards de dollars (autant que le PIB du Panama, pour l'estimation basse, ou de l'Uruguay, pour l'estimation haute), selon des chiffres fournis par Ramón García Gipson de l'Institut national des sciences pénales du Mexique.

Il faut aussi, et surtout, prendre en considération cette guerre prolongée, responsable de déjà plus de 116 000 assassinats sur un total de 136 100 décès attribués à ce qu'on appelle la « guerre contre le narcotrafic », de la disparition de 25 000 personnes, selon des chiffres fournis par le bureau du procureur général de la

1. Politologue, professeur à la Universidad Autónoma Metropolitana de México, éditorialiste au quotidien *La Jornada*, auteur de plusieurs livres sur les mouvements et conflits sociaux en Amérique latine.

République cité par le *Washington Post*, et de l'occupation permanente des régions rurales par les forces armées. Cette guerre met gravement à mal la vie sociale et politique du pays et expose les mouvements de résistance des travailleurs ruraux et des paysans à une répression toujours illégale, toujours cruelle.

En outre, il faut situer ces mouvements de résistance dans le contexte d'une grande offensive lancée contre toutes les conquêtes sociales, culturelles et politiques obtenues par les paysans et les ouvriers depuis la révolution mexicaine dans les premières décennies du siècle dernier, et depuis le gouvernement de Lázaro Cárdenas dans les années 1930, et même, sur le plan culturel, depuis Benito Juárez et les libéraux qui, au 19^e siècle, mirent fin à l'empire de Maximilien I^{er} de Habsbourg et au pouvoir d'une hiérarchie formée par des ecclésiastiques, puissants propriétaires terriens et ultraconservateurs.

Ainsi, la loi fédérale du travail, qui garantissait certains droits individuels et syndicaux, a été modifiée, laissant sans protection les travailleurs; la résistance des syndicats des mineurs et des travailleurs du secteur de l'électricité a été anéantie lorsqu'on a licencié des milliers de travailleurs en faisant fi de leurs organisations; les meurtres de dirigeants des communautés paysannes et indigènes sont quotidiens; à présent, le gouvernement du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) et du président Peña Nieto, avec la complicité de l'« opposition » formée par le PAN (Parti d'action nationale) et le PRD (Parti de la révolution démocratique), veut porter un coup d'arrêt à l'enseignement public et laïque et à l'organisation syndicale des enseignants et permettre aussi l'entrée de capitaux privés dans l'entreprise pétrolière de l'État (Pemex), préalablement à sa privatisation.

Dans le contexte de cette guerre non déclarée contre le peuple mexicain et de cette offensive contre ses acquis sociaux, les luttes et les résistances acquièrent d'autant plus de valeur, surtout dans les campagnes, où elles perdurent et se multiplient à travers tout le territoire.

Les principaux motifs des manifestations

Les zones rurales et les villes des États de la République où la population paysanne exerce une influence majeure sont mobilisées en permanence par des manifestations contre les violations des droits humains, syndicaux ou agraires, et en faveur de la défense

des biens communs et du territoire face aux attentats et aux usurpations. Se battre pour la défense de l'eau, contre la pollution du territoire, contre les exploitations minières, qui accaparent l'eau destinée à l'agriculture, contre les barrages, qui inondent leurs territoires, se battre pour défendre leur mode de vie, voilà les principales raisons de ces mobilisations.

Depuis 1994, avec le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) à l'origine de la dynamique d'organisation autonome des *caracoles* au Chiapas, les mobilisations tendent de plus en plus à mettre à l'ordre du jour la contestation du pouvoir central du gouvernement par le pouvoir local, c'est-à-dire la création en germe d'une dualité de pouvoirs dans des régions étendues. C'est par exemple le cas de dizaines de polices communautaires autonomes, indépendantes du pouvoir de l'État central, nommées et contrôlées par des assemblées communautaires. Elles existent dans cent sept communautés de treize municipalités des États du centre-sud, surtout au Michoacán, au Guerrero et au Chiapas.

À plusieurs reprises, certaines Centrales d'agriculteurs et organisations liées aux milieux ruraux ont lancé des mobilisations contre la politique agroalimentaire du gouvernement et contre les accords de libre-échange nord-américain (Aléna), qui empêchent d'accéder à la sécurité et souveraineté alimentaires, excluent du marché les producteurs mexicains d'aliments de base et imposent au pays l'importation de ces mêmes produits et une dépendance économique et politique accrue.

Pour ne parler que de la deuxième moitié de 2012 et du premier semestre de 2013, de grandes mobilisations ont agité le pays, tant dans les zones urbaines, qui en étaient l'épicentre, que dans les zones rurales, où la population étudiante et les syndicats des enseignants sont présents dans toutes les communautés et ont des liens étroits avec le reste de la population. Par exemple, le mouvement spontané d'étudiants universitaires *Yo soy 132* et les luttes des professeurs de Oaxaca ont duré des mois et ont convergé avec les secteurs paysans organisés et les syndicats ouvriers en lutte, les travailleurs du secteur de l'électricité et les mineurs, dans une campagne de résistance contre l'imposition frauduleuse à la présidence d'Enrique Peña Nieto, ex-gouverneur du district fédéral de Mexico, où il avait exercé une répression féroce contre les paysans d'Atenco.

Ce mouvement a coïncidé avec l'élection présidentielle, mais il n'a été ni initié ni dirigé par l'opposition de centre-gauche menée par Andrés Manuel López Obrador et son parti-mouvement Morena (Mouvement de rénovation nationale), qui étaient davantage focalisés sur le processus électoral et non, comme ce mouvement de contestation, sur la lutte démocratique et sociale, l'action directe, l'occupation d'édifices publics, le siège du Parlement, etc.

Une autre mobilisation importante a été celle, dans l'État de Oaxaca, des instituteurs ruraux de la section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation, à la fois contre les gouvernements local et fédéral et contre la direction mafieuse du syndicat national alliée au candidat du PRI. Le centre de la ville de Oaxaca a été occupé par 200 000 instituteurs ruraux de la région, du Guerrero, du Michoacán et du Chiapas, qui ont installé durant treize jours un campement avec 40 000 d'entre eux, avant de rentrer victorieux dans leurs localités.

À Tuxtla Gutiérrez, dans le Chiapas, douze autres instituteurs ruraux ont ouvert la voie en juin 2012, tandis que les étudiants de Michoacán des écoles normales rurales et de l'Université ont manifesté en continu et bloqué des routes jusqu'à obtenir la libération de leurs compagnons emprisonnés et l'arrêt de la répression. Ces luttes des enseignants ruraux – qui représentent la classe intellectuelle dans les milieux paysans, touchent des salaires très bas et partagent les très mauvaises conditions de vie de leurs élèves – expriment le malaise profond qui règne à la campagne, où les jeunes n'ont pas d'avenir tandis que leurs aînés n'ont que l'immigration pour issue face à l'importation massive, en provenance des États-Unis, de produits agricoles fortement subsidiés.

Les luttes pour les droits démocratiques gagnent tout le pays : à San Mateo del Mar, dans l'État de Oaxaca, les habitants, par exemple, ont séquestré en juin 2012 dix policiers et ils ont occupé le commissariat, exigeant la reconnaissance de leurs autorités municipales. À Tecanoapa, dans l'État du Guerrero, quelques jours plus tard, 800 paysans issus de quinze communautés ont occupé la municipalité, pour recevoir 4 000 tonnes de fertilisants qu'ils avaient déjà payées, mais que l'on menaçait de ne pas leur livrer s'ils ne votaient pas pour le PRI. À l'autre extrémité du pays, Sonora, non loin de la frontière avec les États-Unis, a été le théâtre de grandes manifestations contre la fraude électorale.

En octobre 2012, après des semaines de piquet devant le ministère de l'intérieur de l'État de Mexico et après plusieurs jours de jeûne, les proches des personnes disparues ont obtenu d'être reçus par les autorités. À Tapachula, au Chiapas, à la frontière avec le Guatemala, se sont déroulées une occupation et une grève de la faim menées par des migrants d'Amérique centrale qui entendaient protester contre les crimes dont ils sont victimes lorsqu'ils tentent d'émigrer vers les États-Unis, tandis que les indigènes triquis, expulsés de force de San Miguel Copala, ont manifesté avec d'autres communautés.

Presque au même moment, à Guadalajara, au centre du pays, des marches ont eu lieu pour dénoncer l'assassinat de dix-neuf personnes. Le « conseil de bon gouvernement » zapatiste du *Caracol* de Morelia, au Chiapas, s'est mobilisé contre l'appropriation de ses terres par des paysans appuyés par le PRI. À Culiacán, au Sonora, les agriculteurs ont mis le feu à cinq tonnes de maïs devant le ministère de l'agriculture, pour protester contre l'importation illégale de maïs sud-africain. Et le 30 mai 2012, les indigènes ñañús d'El Bolho, à une centaine de kilomètres de Pachuca, capitale de l'État d'Hidalgo, ont dénoncé l'occupation par des groupes armés de leurs terres irriguées, en menaçant de les reprendre par la force. Ce même jour, à Acapulco, dans l'État du Guerrero, un candidat député du PRD a été assassiné.

Comme on peut le voir, les revendications économiques et les manifestations contre les mesures illégales (telles que le vol de terres ou l'importation de céréales en dehors même de ce qui a été établi par l'Alena) sont étroitement liées aux luttes pour les droits démocratiques et pour les droits humains. Ces luttes vont de pair avec la création de rapports de pouvoir qui s'opposent au pouvoir de l'État, comme dans le cas des communautés zapatistes, avec leur gouvernement autonome, leurs lois, leurs systèmes de santé et d'éducation et leur organisation militaire. Ou comme dans le cas des enseignants de Oaxaca, qui occupent la capitale de leur État. Ou encore comme dans le cas des pouvoirs autonomes des communautés du Guerrero, qui ne reconnaissent ni la police ni la justice officielles et désignent, via des assemblées, leurs propres forces de police chargées d'arrêter, de juger et de condamner les délinquants.

À ce propos, en novembre 2012, au Guerrero, on a célébré les dix-sept années d'existence de la police communautaire dans vingt-sept communautés. L'assemblée générale a décidé d'interdire

l'exploitation minière, la construction de barrages et d'autoroutes et certains projets immobiliers, pour préserver et défendre leurs territoires respectifs. Une autre expression claire de cette dualité de pouvoirs a été le défilé silencieux, le 21 décembre 2012, de quelque 40 000 zapatistes, organisés militairement, sur les hauteurs du Chiapas, pour démontrer que leur lutte et leur organisation se sont maintenues au cours des années qui ont suivi le soulèvement du 1^{er} janvier 1994.

Contre l'exploitation minière, les barrages, la pollution

Une des expressions les plus brutales et sauvages de la politique d'extraction menée par le gouvernement mexicain est l'exploitation minière, face à laquelle s'élève une résistance croissante des communautés rurales. Ainsi, à Concepción del Oro, aux confins de l'État de Coahuila, l'exploitant de mines de cuivre, la société canadienne Aranzazu Holding SA. de CV, fait l'objet de protestations de la part de tous les habitants, en raison des explosions, qui provoquent des fissures et des effondrements de maisons.

À Jalisco, les indigènes se battent contre la First Majestic Silver et à Chihuahua contre la Magic Silver, tandis que le Frente Amplio Opositor refuse la mine de San Xavier, qui vole chaque jour aux villageois 32 000 litres d'eau. Cette lutte contre la transformation du territoire par l'exploitation minière se joint à la résistance face à la construction de barrages hydroélectriques, comme celui de Tres Cruces, à Tepic, dans l'État de Nayarit, qui inondera trois lieux de cérémonies appartenant aux communautés indiennes huichol et rarámuri.

D'autres grands motifs de protestation dans les campagnes sont la modification de l'usage de l'eau et la construction sur le territoire des agriculteurs d'un gazoduc et de centrales thermiques qui mettent en danger les habitants de soixante villages des États de Morelos, Tlaxcala et Puebla, habitants qui luttent ensemble contre ce projet. D'autres exemples : les écologistes qui s'opposent à l'extraction de 40 000 mètres cubes de sable sur une plage du Campeche où les tortues luth viennent pondre ; les pêcheurs zapotèques et huaves de San Dionisio del Mar, dans l'isthme de Tehuantepec qui, le 8 novembre 2012, sont parvenus par leur lutte à obtenir la suspension du projet de parc éolien de Mareñas Renovables, soutenu par des capitaux espagnols.

Citons encore les trois cents colons de Tlalnepantla, Morelos, qui, avec l'aide du mouvement étudiant Yo soy 132, ont empêché la construction d'un magasin de la chaîne Wall Mart dans leur communauté, ou les apiculteurs qui s'opposent à ce qu'on plante du soja transgénique sur environ 253 500 hectares au Campeche, parce que cela nuira aux ruches dans les États de Quintana Roo, du Yucatán, de Tamaulipas, de San Luis Potosí, de Veracruz et du Chiapas. Enfin, trois centrales d'agriculteurs de portée nationale (la Central Campesina Cardenista, la Unión Nacional de Trabajadores Agrícolas et la Confederación Obrera Campesina y Popular) ont marqué leur opposition ferme au projet *Pacto por México*, soutenu par le gouvernement, rejoint par les partis d'opposition de droite et de centre-droit, car ce projet ne prend en compte ni les intérêts des paysans, ni leur opposition à l'Alena, ni la défense de la souveraineté alimentaire, ni les droits des peuples indigènes, ni l'exécution des accords de San Andrés (signés en 1996 par les rebelles zapatistes et le gouvernement mexicain).

Ce résumé, qui reprend des informations quotidiennes de la presse, rassemblées dans les chroniques de l'Observatoire social de l'Amérique latine (du Conseil latino-américain des sciences sociales [Clacso]), entend montrer comment, même dans les conditions d'une guerre sociale non déclarée, les travailleurs ruraux articulent les formes traditionnelles de résistance à la création de nouvelles expressions du pouvoir local et à la recherche d'une alternative politique de portée nationale, qui sonne la fin de la dépendance à l'égard des États-Unis et du grand capital étranger.

